



**EXTRAIT DE PROCES-VERBAL  
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
Séance du 20 mars 2026**

**Affaire n°2026 – 005**

**LECTURE DE LA CHARTE DE L'ELU LOCAL**

L'an deux mille vingt-six, le vingt mars, à seize heures, le Conseil Municipal de Bras-Panon, sur une convocation régulière, s'est réuni en session ordinaire, sur le site du champ de foire, dans la salle polyvalente de la mairie de Bras-Panon, sous la présidence de M. Jeannick ATCHAPA, Maire de Bras-Panon, en vertu de l'article L2122-17 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Le Maire certifie que la convocation initiale du Conseil Municipal avait été transmise le 16 mars 2026.

Nombre des membres en exercice : **33**

Présents	Représentés	Absents/Excusés	TOTAL
<b>32</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>33</b>

**ETAIENT PRESENTS :** M. Jeannick ATCHAPA, Maire – M. Thierry HENRIETTE, 1<sup>er</sup> Adjoint – Mme Nina ROGER, 2<sup>ème</sup> Adjointe – M. Mario EDMOND, 3<sup>ème</sup> Adjoint – Mme Nadège BLAS, 4<sup>ème</sup> Adjointe – M. Jean-Bernard LATCHIMY, 5<sup>ème</sup> Adjoint – Mme Ghislaine VITRY, 6<sup>ème</sup> Adjointe – M. Frédéric STAINCQ, 7<sup>ème</sup> Adjoint – Mme Florence BOYER, 8<sup>ème</sup> Adjointe – M. Eric ROUGET, 9<sup>ème</sup> Adjoint – Mme Suzanne LAW-TIVE – M. Jean-François REYPE – Mme Virginie BULIN – Mme Isabelle RIVIERE – M. Gérard ASSAMA – Mme Dolly HENRIETTE – M. Antoine CAPELOTAR – Mme Graziella CATAN – Mme Natacha ARASTE – M. Bruno BERBY – Mme Nathalie SEYCHELLES – M. Dominique PRIX – M. Jean-Max PRUSSE – Mme Lynda SALEM – Mme Annie-Claude VIRAYE – Mme Satiavaty EVRIN – M. Bradley Hudlet CHAN TSUN CHING – M. Anthony Jacques DERIVIERE – Mme Patricia PROFIL – M. Daniel René Claude SANGOUMA – M. Frédéric LUDEL – Mme Chloé Marguerite DEURVEILHER

**ETAIENT REPRESENTES : -**

**ETAIENT ABSENTS/EXCUSES :** Mme TURPIN Lise-May

Le Conseil Municipal désigne M. DERIVIERE Anthony Jacques en qualité de secrétaire de séance.

Le quorum étant atteint, le Conseil Municipal peut valablement délibérer.

Le Maire prononce l'ouverture de la séance.



Séance du 20 mars 2026

## **Affaire n°2026 – 005**

### **LECTURE DE LA CHARTE DE L'ÉLU LOCAL**

Conformément à l'article L.2121-7 du CGCT, lors de la première réunion du Conseil Municipal, immédiatement après l'élection du maire et des adjoints, le Maire donne lecture de la charte de l'élu local prévue à l'article L. 1111-1 du CGCT.

L'article L1111-12 stipule que les élus locaux sont les membres des conseils élus au suffrage universel pour administrer librement les collectivités territoriales, dans les conditions prévues par la loi.

Tout mandat local se distingue d'une activité professionnelle et s'exerce dans des conditions qui lui sont propres.

Il se traduit par des droits et des devoirs prévus aux articles L. 1111-13 et L. 1111-14. Ces dispositions constituent la charte de l'élu local.

### **Charte de l'élu local**

#### **Article L1111-13**

Dans l'exercice de son mandat, l'élu local s'engage à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de laïcité ainsi que les lois et les symboles de la République.

L'élu local exerce ses fonctions avec impartialité, diligence, dignité, probité et intégrité. Dans ce cadre, il poursuit le seul intérêt général, à l'exclusion de tout intérêt qui lui soit personnel, directement ou indirectement, ou de tout autre intérêt particulier.

L'élu local veille à prévenir ou à faire cesser immédiatement tout conflit d'intérêts réprimé par la loi. Lorsque ses intérêts personnels sont en cause dans les affaires soumises à l'organe délibérant dont il est membre, l'élu local s'engage à les faire connaître avant le débat et le vote.

L'élu local s'engage à ne pas utiliser à d'autres fins les ressources et les moyens mis à sa disposition pour l'exercice de son mandat ou de ses fonctions.

Dans l'exercice de ses fonctions, l'élu local s'abstient de prendre des mesures lui accordant un avantage personnel ou professionnel.

L'élu local participe avec assiduité aux réunions de l'organe délibérant et des instances dans lesquelles il a été désigné.

Issu du suffrage universel, l' élu local est et reste responsable de ses actes pour la durée de son mandat devant l'ensemble des citoyens de la collectivité territoriale, à qui il rend compte des actes et des décisions pris dans le cadre de ses fonctions.

L' élu local déclare, dans un registre tenu par la collectivité territoriale, les dons, avantages et invitations d' une valeur qu' il estime supérieure à 150 euros dont il a bénéficié en raison de son mandat.

Ne sont pas soumis à cette obligation déclarative les cadeaux d' usage et les déplacements effectués à l' invitation des autorités publiques françaises ou dans le cadre d' un autre mandat électif.

#### **Article L1111-14**

Les élus locaux peuvent bénéficier du versement d' une indemnité pour l' exercice effectif de leurs fonctions électives et de la prise en charge des frais exposés dans ce cadre, dans les conditions prévues par la loi.

Les élus locaux sont affiliés, pour l' exercice de leur mandat, au régime général de la sécurité sociale dans les conditions définies à l' article L. 382-31 du code de la sécurité sociale et à des régimes spéciaux définis par le présent code.

Les élus locaux bénéficient, à l' occasion de leurs fonctions, d' une protection organisée par la collectivité territoriale, conformément aux règles fixées par le code pénal, les lois spéciales et le présent code.

Le droit à la formation est reconnu aux élus locaux. Il s' exerce dans les conditions fixées par le présent code.

Toute personne titulaire d' un mandat local bénéficie, dans des conditions prévues par la loi, de garanties accordées dans l' exercice du mandat et à son issue et permettant notamment de concilier celui-ci avec une activité professionnelle ou la poursuite d' études supérieures.

Tout élu local peut consulter un référent déontologue chargé de lui apporter tout conseil utile au respect des principes mentionnés à l' article L. 1111-13.

Un décret en Conseil d' Etat détermine les modalités et les critères de désignation des référents déontologues.

#### **A l' unanimité, le Conseil Municipal :**

- **Prend acte de la lecture de la Charte de l' élu local par le Maire,**
- **Valide qu' une copie de la Charte de l' élu local leur a été remis, ainsi que les dispositions du chapitre III « Conditions d' exercice des mandats municipaux », du titre II « Organes municipaux » du Code Général des Collectivités Territoriales.**

 Le Maire,  
  
**Jeannick ATCHAPA**